

Ford des États-Unis a invité le premier ministre Trudeau à assister à celui de Porto Rico. Ce sommet avait pour objectif principal de dégager un consensus sur la façon d'assurer une relance économique soutenue tout en réduisant le chômage et en évitant d'accroître les pressions inflationnistes.

À la fin des années 70, les questions commerciales ont fait l'objet d'importantes discussions à un certain nombre de sommets qui ont contribué à contenir les pressions protectionnistes et ont ouvert la voie à la conclusion des Négociations commerciales multilatérales dites de Tokyo.

Les questions énergétiques ont été au premier plan du Sommet de Tokyo, tenu après le deuxième choc pétrolier provoqué par l'OPEP, en 1979. Les dirigeants des divers pays participant au sommet se sont donc penchés sur la nécessité d'élaborer des politiques visant à promouvoir un ajustement structurel qui traduise les nouvelles réalités économiques.

À Venise, en 1980, l'énergie a été le thème principal du sommet. Celui-ci a donné lieu à un accord sur une stratégie décennale destinée à rompre le lien entre la croissance économique et la consommation de pétrole, ainsi qu'à un accord sur la nécessité d'aider les pays du tiers monde à surmonter leurs graves problèmes, notamment celui de la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays non producteurs de pétrole.

Le premier sommet à avoir lieu au Canada s'est déroulé à Ottawa, en 1981. Il avait pour objectif de donner un caractère moins formel aux échanges entre les chefs d'État, et portait sur un éventail de questions un peu plus vaste que celui des deux sommets précédents (politique macro-économique, échanges commerciaux, relations avec les pays en voie de développement, relations Est-Ouest, énergie, problèmes connexes de l'inflation et du chômage). Ce sommet a influencé les délibérations du Sommet de Cancun qui a eu lieu la même année.

À Versailles, en 1982, malgré des divergences de vues persistantes sur les moyens de s'attaquer à l'inflation et aux problèmes de croissance et de chômage, on a convenu d'étudier le marché des changes et, au besoin, d'y intervenir afin de le régulariser. On a également convenu de chercher des moyens de réaliser une plus grande convergence au niveau du rendement économique. Les leaders se sont entendus sur une approche générale des relations économiques Est-Ouest, mais sans se mettre d'accord sur des mesures précises à cet égard. Pour ce qui est du dialogue Nord-Sud, une réponse détaillée a été donnée à la proposition du Sud d'établir un programme de négociations globales. Une attention particulière a été



Le premier ministre Brian Mulroney a participé au sommet avec les chefs d'État des États-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, de France, d'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

accordée aux questions de technologie, et un groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi a été créé.

La rencontre de Williamsburg, en 1983, a surtout été axée sur les moyens de renforcer et d'étendre la reprise. Les chefs d'État ont convenu de mener des politiques qui contribuent à ralentir l'inflation, à réduire les taux d'intérêt et les déficits budgétaires et à multiplier les possibilités d'emploi. Ils se sont aussi engagés à mettre fin au protectionnisme et à abolir les barrières commerciales au fur et à mesure que s'accroîtraient la reprise.

À Londres, en 1984, les chefs de gouvernement se sont concentrés sur les possibilités de renforcer et d'élargir la croissance. Sur l'initiative du Canada, ils ont également convenu que le Comité intérimaire du FMI et le Comité du développement FMI-Banque mondiale pourraient organiser une réunion spéciale pour se pencher sur les problèmes connexes de la dette, du commerce, des flux financiers et du développement. Ils ont aussi discuté de l'élargissement du champ de la coopération environnementale, des relations avec les pays en voie de développement ainsi que de questions politiques comme les relations Est-Ouest, les valeurs démocratiques communes et le terrorisme.

Le Sommet de Bonn

Le sommet s'est déroulé du 2 au 4 mai à Bonn (Allemagne de l'Ouest). Dans la déclaration finale, les leaders ont réaffirmé leurs objectifs de croissance économique soutenue et d'accroissement de l'emploi, de résistance au protectionnisme, de protection de l'environnement, et leur volonté de répondre aux besoins urgents des pays en voie

de développement. En particulier : « Le gouvernement du Canada se concentrera sur l'encouragement des investissements et la création d'emplois dans le secteur privé, la suppression des obstacles à une croissance noninflationniste soutenue, la réduction du déficit budgétaire et la limitation des dépenses publiques. Il encouragera les activités d'entreprise en mettant l'accent sur le secteur des petites et moyennes entreprises. » Les participants ont également reconnu la nécessité d'améliorer le fonctionnement du système monétaire international.

La nécessité d'améliorer le système commercial multilatéral et de résister aux pressions protectionnistes a fait du commerce une question clé à ce sommet où l'on s'est prononcé sur le lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM) sous l'égide du GATT. Un des objectifs évidents du Canada était d'obtenir l'accord des participants européens pour commencer les NCM à une date précise, de préférence au cours du premier semestre de 1986.

Le Canada, de même que les États-Unis et le Japon, ont été parmi les premiers à demander la tenue de nouvelles NCM. Des progrès ont été réalisés en ce sens lors de la récente réunion des ministres de l'OCDE, au cours de laquelle il a été convenu qu'une nouvelle série de négociations devraient commencer le plus tôt possible et qu'une réunion préparatoire de hauts fonctionnaires devrait avoir lieu au GATT avant la fin de l'été. Les participants du sommet ont souscrit pleinement à cet accord.

Une nouvelle série de NCM renforcera le système commercial multilatéral et servira les intérêts du Canada dans ses relations avec ses principaux partenaires commerciaux, en